

Front de gauche

Le temps des turbulences

Les désaccords au sein du Front de gauche à propos des élections municipales sont anciens. Jusqu'à une date récente, ils s'exprimaient de manière feutrée, sur le mode de la mise en garde contre les conséquences possibles d'une alliance avec les socialistes. Ils ont été évoqués ici même à plusieurs reprises¹. Un seuil a cependant été franchi avec la décision des communistes parisiens, à une majorité relativement courte de 57 % des votants, d'accepter la proposition du Parti socialiste de figurer sur des listes d'union dès le premier tour.

Cette décision comportait, selon les intéressés, des avantages non négligeables, en termes de programme (« L'accord inclut aussi des propositions chères aux communistes, comme leur objectif des "30 % de logements sociaux à l'horizon 2030" – repris il y a quelques semaines par Anne Hidalgo –, la mise en place de la gratuité des premiers mètres cubes d'eau sous condition de ressources, ou encore "la programmation d'embauches nettes de personnels titulaires pour tout nouvel équipement public" »²) et, surtout, de

représentation au Conseil de Paris (treize sièges réservés au PCF au Conseil de Paris – contre 8 aujourd'hui –, le Parti de gauche ayant de son côté deux élus). La décision a aussi une dimension symbolique forte du fait de l'importance du scrutin municipal dans la capitale.

Elle a été suivie par quelques autres, semblables. A Toulouse, 83 % des adhérents avec une participation de 71 %, se sont ainsi prononcés pour une liste d'union avec le maire socialiste sortant, Pierre Cohen, à partir d'une argumentation sensiblement la même : « Le contenu de l'accord de projet entre le PS toulousain et le PCF a beaucoup compté : régie publique de l'eau et de l'assainissement, politique de services publics, de solidarité et de soutien à l'emploi, priorité à la jeunesse, hausse des moyens pour la démocratie participative. »³

Comment expliquer ces choix au moment où on peut penser que le Front

1. Voir notamment Louis Weber, « Front de gauche. Réflexions et stratégies », *Savoir/agir*, n°23, mars 2013.

2. « Municipales à Paris : les adhérents communistes votent pour s'allier avec le PS », *Le Monde*, 20 octobre 2013).

3. « Les communistes pour l'union de la gauche à Toulouse », *La Dépêche du Midi*, 17 novembre 2011.

LOUIS WEBER

de gauche aurait besoin au contraire de continuer à affirmer son identité et de consolider sa structuration ? Le souci d'enrayer sur le terrain municipal un déclin constant depuis maintenant trente ans a certainement joué. Il faut en effet se rappeler que « Les communistes et leurs alliés sont ainsi toujours à la tête de 26 communes de plus de 50 000 habitants et d'un total de 167 au-dessus de 10 000 habitants. Jusqu'en 2008, le PCF n'a pu enrayer le déclin de sa représentation municipale ; aux dernières élections, il l'a ralenti, mais ne l'a pas interrompu. Le rêve d'y parvenir enfin en 2014 pèse incontestablement sur ses choix. »⁴

Mais le parti communiste est aujourd'hui très loin de l'ensemble monolithique qu'il a longtemps été. Il n'est donc pas surprenant que dans une majorité d'autres grandes villes, à commencer par Lyon et Marseille, les listes autonomes du Front de gauche seront la règle.

La réaction du Parti de gauche, et à un degré moindre, en tout cas moins médiatisée, celle de la plupart des autres composantes du Front de gauche, à la décision prise à Paris a été vive, du moins dans un premier temps. Bien avant cela, dès le mois de mars 2013 à son congrès, le Parti de gauche avait opté pour une stratégie différente en dressant une liste de 60 premières villes, pour illustrer « la stratégie d'autonomie rassembleuse et conquérante ». Il décidait de prendre contact localement avec ses partenaires du Front de Gauche et ceux qui, à gauche, refusent la politique d'austérité du gouvernement, pour commencer à constituer des listes⁵.

Dans ce contexte, le choix dans la capitale d'une alliance avec les socialistes pour le premier tour, décision appuyée par Pierre-Laurent, secrétaire national du PCF et entérinée par le vote des militants quelques jours plus tard, ne pouvait que faire bondir. Pour Jean-Luc Mélenchon, la coupe était pleine. Sous le titre un peu alarmiste : « Le conseil fédéral du PCF propose de quitter le Front de gauche à Paris », il écrivait : « Jamais je n'aurais cru que les suffrages conquis de haute lutte dans la présidentielle serviraient à marchander sur mon dos, et sur celui de tous les partenaires du Front de gauche, des sièges dans des assemblées et dans des sociétés d'économie mixte ! »⁶. Plus nuancée, la co-présidente du Parti de gauche, Martine Billard, regrettait que la décision du PCF « brouille » le message et « perturbe les électeurs qui ne vont plus voter et restent chez eux, on l'a vu à Brignoles »⁷. Elle relève aussi pour s'en féliciter que des listes autonomes étaient déjà annoncées dans une centaine de villes.

Depuis lors, et peut-être à cause de cela, le climat est plutôt à l'apaisement. Dans une interview à *Regards*⁸, à la question : « Faut-il alors prendre le risque de faire exploser le Front de gauche ? », Jean-Luc Mélenchon lui-même répond : « Je ne crois pas que le Front de Gauche va se fracasser. Mais de fait il y a un risque d'explosion de son message et de sa crédibilité. » Sur le fond, il précise : « Nous sommes tous d'accord pour travailler à un élargissement politique du Front de gauche. Mais il y a deux voies. Pour nous, les élections municipales sont l'occasion d'élargir les alliances politiques vers tous

4. Roger Martelli, « PCF ; Le poids de la tradition », *e-mensuel Regards*, novembre 2013.

5. Sur le site du Parti de gauche : <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/communiquemunicipales-60-premieries-villes-pour-une-autonomie-rassembleuse-conquerante-21683>.

6. Blog de Jean-Luc Mélenchon, 13 octobre 2013.

7. « Municipales. Mélenchon : coup de gueule contre le PCF », *La Dépêche du Midi*, 13 octobre 2010.

8. Jean-Luc Mélenchon, les municipales et l'avenir du Front de gauche, *Regards.fr*, 21 septembre 2013.

les opposants à l'austérité. Faire alliance avec le Parti socialiste conduit à se détourner des militants du mouvement social, des socialistes qui n'acceptent pas la politique du gouvernement, des écologistes critiques. Nous, nous voulons construire les conditions d'une nouvelle majorité et cela passe par leur tendre la main sans leur demander de dire la même chose que nous. Juste de rompre avec l'austérité. Si nous ne faisons pas ces listes autonomes, nous leur coupons la route de la sortie du dispositif socialiste. » Avec le même souci de minorer l'impact des listes d'union avec le Parti socialiste, Alexis Corbière note lui aussi que « dans la majorité des villes de France, le Front de gauche présentera des listes qui englobent toutes ses composantes. Certes, il y a des communes où nous sommes divisés et notamment Paris, mais ce sont des cas particuliers. [...] nous aurions aimé une position plus cohérente de nos amis communistes, car c'est vrai, le PCF participe à la confusion alors que la politique nécessite de la clarification. [...] nous regrettons ce choix, il est fort dommageable. Il est d'ailleurs à l'origine de certaines tensions. Mais cela ne doit pas devenir une question de personnes, car c'est avant tout un désaccord stratégique »⁹.

Il fait allusion à d'autres interventions mettant nommément en cause Pierre Laurent, soupçonné et parfois dénoncé par divers responsables du Parti de gauche d'avoir usé de tout son poids et de celui de la direction du parti pour faire pencher la balance en faveur des listes d'union avec le Parti socialiste, notamment à Paris. Pour Pierre Laurent, le souci d'apaisement est le même¹⁰ : « Il y a un débat qui se concentre sur la stratégie municipale dans une partie

des grandes villes de France. Nous l'assurons, mais il ne justifie en rien la remise en cause de la dynamique unitaire et absolument nécessaire du Front de gauche. Et encore moins des déclarations d'exclusion du Front de gauche prononcées par certains contre d'autres. Qui aurait d'ailleurs ce pouvoir ? Choisissons plutôt la voie du débat à l'escalade de déclarations à l'emporte-pièce. Je crois que notre débat porte en réalité sur la place et l'utilité de ces élections dans notre stratégie nationale. » Pour lui, les communistes ne se reconnaissent pas dans l'opposition entre « listes d'union » et « autonomie » vis-à-vis du Parti socialiste. Il en veut pour preuve qu'à côté de celui de Paris, il y a par exemple le cas de Marseille où « 92 % des communistes viennent de ratifier la constitution avec le Front de gauche de listes de premier tour "aux portes grandes ouvertes", pour reprendre leur formule. » Il n'y a donc pas « deux sortes de communistes. Dans chaque cas, la même volonté nous anime. » Début octobre, il disait encore vouloir travailler « jusqu'au bout à ce que les forces du Front de gauche se rassemblent sur les mêmes listes, autour des mêmes objectifs » pour que les militants et ses électeurs n'aient pas de mal à s'y retrouver.

Ce qu'il n'a pas réussi à faire, même si le nombre de villes où il y a division du Front de gauche est faible. Danielle Simonnet a en effet lancé sa campagne à Paris avec des listes « A Paris, place au peuple ! ». De son côté, Ian Brossat, chef de file des communistes de la capitale, a intégré l'équipe de campagne d'Anne Hidalgo dont il est un des porte-parole. A Toulouse, le ralliement des communistes à la liste du maire socialiste est considéré comme « une bien mauvaise nouvelle, une décision opposée à la cohérence du Front de Gauche » par trois dirigeants locaux du Front de gauche, dont

9. Interview à MYTF1News, 5 novembre 2013.

10. Pour cette citation et les suivantes, Cf. Pierre Laurent, « Des victoires aux municipales aideront à ouvrir l'alternative », *L'Humanité*, 11 octobre 2011.

Myriam Martin, la responsable nationale de la Gauche anticapitaliste, qui appellent, rien de moins, « tou-te-s les militant-e-s et sympathisant-e-s fidèles aux idéaux du Front de Gauche » à se rassembler autour d'une liste Place au peuple avec le Front de gauche. On peut encore citer le cas de Nantes, de Rennes ou de Brest.

Mais, globalement, ce sont les listes « Front de gauche » qui ont eu la faveur des communistes. Avec cependant des différences. La plupart du temps, ce choix a en effet été défendu par les directions locales du parti, en PACA (Marseille, Nice, Avignon, Fréjus), dans le Languedoc-Roussillon (Nîmes, Alès), en Midi-Pyrénées (Tarbes, Pau, Cahors, Dax), en Haute-Normandie (Cherbourg), en Picardie (Beauvais), en Lorraine (Metz), en Limousin (Limoges et Brive) ou en Auvergne (Clermont-Ferrand). Mais parfois, les militants ont choisi le Front de gauche contre l'avis de leurs dirigeants ou élus locaux, notamment à Lyon, à Montpellier, au Mans et à Évry. Preuve encore ténue mais significative que la dynamique nouvelle du Front de gauche peut prendre le pas sur celle, traditionnelle, de sa principale composante.

Reste la question : « Que devient alors le Front de Gauche si une partie de l'une de ses composantes préfère l'alliance avec les socialistes ? ». On peut même imaginer une querelle juridique autour de l'utilisation du nom et du logo Front de gauche. « Qui de Danielle Simonnet ou Ian Brossat aura le droit d'utiliser le logo (à Paris) ? »¹¹ Le Parti de gauche a déposé le « label » à l'INPI en 2009 et estime que la raison d'être du Front de gauche est l'autonomie vis-à-vis du PS. Le parti communiste, pour sa part, considère que, « selon un

accord "plus ou moins tacite", l'étiquette Front de gauche ne vaut que si rassemblement il y a »¹². Au-delà de cette possible mais encore très virtuelle querelle, le Parti communiste est d'ores et déjà confronté à une situation largement inédite : dans beaucoup de villes, notamment mais pas seulement celles où le vote des adhérents a été favorable à la reconduction de listes d'union, ses militants vont participer à deux listes concurrentes : avec le parti socialiste d'un côté, avec les autres composantes du Front de gauche de l'autre.

Où en sont les autres composantes du Front de gauche ?

Les autres composantes ont eu du mal à peser dans ce débat, faute de positions électorales acquises et même de véritables structures dans les localités. C'est une des raisons du processus de regroupement engagé maintenant depuis plus d'un an par plusieurs d'entre elles et visant à regrouper leurs forces¹³.

Regroupées autour de la lettre électronique *Trait d'Union*¹⁴, ces forces ont adopté une position sur les municipales qui les rapproche davantage du Parti de gauche que du Parti communiste. Pour elles, les élections municipales doivent être une nouvelle étape du développement et de l'enracinement du Front de gauche¹⁵. En même temps, il s'agit de construire « des majorités au service des populations, des majorités qui refusent l'austérité et la logique sociale libérale. » La solution ?

12. *Ibidem*.

13. Voir à ce sujet : Louis Weber, « Front de gauche. Débats en cours et (re)structurations en vue », *Savoir/agir*, n°22, décembre 2012.

14. Téléchargeable sur plusieurs sites. Par exemple : <http://www.gauche-anticapitaliste.org/>

15. « Municipales 2014. Pour un Front de Gauche moteur d'une alternative politique de gauche », *Trait d'union*, n°6, juillet 2013.

11. Article des *Echos* du 14 novembre 2013, repris dans *Politis*, n° 1277.

« Nous travaillons partout où c'est possible, et en particulier dans les grandes villes, à des listes à l'initiative du Front de gauche, pour le premier tour des élections municipales, listes ouvertes aux militants et aux forces qui se reconnaissent dans cette démarche, dans le but de changer les rapports de force à gauche. L'existence de listes initiées par le Front de gauche est un enjeu majeur pour lui donner une visibilité nationale à l'occasion de la première échéance électorale depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir. »

Le processus de regroupement¹⁶ est passé depuis juin 2013 par plusieurs réunions d'étape, qui ont permis de préparer des Assises de regroupement les 23 et 24 novembre 2013. Un double objectif a été retenu : contribuer à définir la stratégie pour sortir d'une situation politique et sociale très dégradée et à sortir le Front de gauche de l'atonie. Le nom a été adopté : Ensemble - Mouvement pour une alternative de gauche, solidaire et écologiste. Des textes de réflexion sont en discussion depuis plusieurs mois.¹⁷

Quelle sera l'attitude au sein du Front de gauche ? S'agit-il de construire un troisième pilier, comme cela a été dit, au risque du soupçon de vouloir jouer des oppositions entre les deux autres ? Christophe Aguiton, l'un des initiateurs du processus, formule l'objectif autrement, en spécialiste reconnu de l'animation des réseaux (re) converti à l'action politique. Pour lui, « le Front est composé de deux partis importants et de petites composantes qui ne pèsent que très peu. Tout désaccord entre le PCF et le PG se transforme alors en un bras de fer que personne ne peut désarmer.

Le simple fait d'être trois composantes importantes devrait permettre de décrire, et donc de stabiliser, les relations en interne ».¹⁸ Il se garde bien de désigner un « partenaire privilégié », la règle semblant plutôt être la géométrie variable : « Pour ce qui est des municipales, nous sommes tous en faveur de listes autonomes du Front de gauche au premier tour, ce qui nous situe du côté du PG. Mais sur d'autres sujets, on peut penser à "l'unité de la République" telle que le PG l'a défendue en Alsace pendant le référendum régional, ou encore aux règles de fonctionnement interne, nous serons très loin du PG. »¹⁹

Au-delà de ces recompositions et des désaccords comme ils existent par exemple pour les élections municipales, personne ne met donc en cause la pérennité du Front de gauche. Un accord pour les européennes serait la conséquence logique de cette convergence des points de vue. Plus vite il sera conclu, plus vite la séquence des controverses internes sera close. Ce qui est l'intérêt commun de toute les composantes du Front de gauche et des citoyens dont il porte les espoirs.. ■

16. Voir à ce sujet dans ce numéro de *Savoir/agir* l'interview de Myriam Martin.

17. Ils sont disponibles, entre autres, sur www.comunistesunitaires.net, rubrique Nouvelle force politique.

18. « Trait d'union. Naissance d'un "troisième pilier" dans le Front de gauche », *Regards.fr*, novembre 2013.

19. *Ibidem*.